

CONSTRUIRE LA RESILIENCE TERRITORIALE PAR LA DIVERSIFICATION ECONOMIQUE : UNE ANALYSE QUALITATIVE DES STRATEGIES DES ACTEURS DE LA TRANSITION ENERGETIQUE AU MAROC

CHRAIHA Zakaria

Doctorant chercheur, Laboratoire LARNED, Université Hassan II de Casablanca, Fsjes,
Aïn Sebaâ

chraihazakaria@gmail.com

SALAM Ghizlane

Professeure d'économie, Université Hassan II de Casablanca, Fsjes, Aïn Sebaâ

Résumé

Dans un contexte de changements climatiques et de défis énergétiques croissants, la transition énergétique représente un enjeu majeur pour la construction de la résilience territoriale. Le Maroc, pionnier régional en matière d'énergies renouvelables, offre un terrain d'étude privilégié pour comprendre comment les stratégies des différents acteurs contribuent à renforcer la capacité d'adaptation et de transformation des territoires. Cette recherche qualitative vise à identifier et analyser les mécanismes par lesquels les stratégies des acteurs impliqués dans la transition énergétique participent à la construction de la résilience territoriale par la diversification économique. Une étude de cas multiples enchâssée a été menée auprès de 37 acteurs répartis en trois catégories : acteurs publics stratégiques (n=8), acteurs privés opérationnels (n=17) et acteurs territoriaux locaux (n=12). Les données collectées par entretiens semi-directifs et documentation secondaire ont été analysées via une analyse de contenu thématique assistée par NVivo 12. Les résultats révèlent l'existence de stratégies différenciées mais complémentaires qui s'articulent autour de trois mécanismes principaux : la diversification des activités économiques, le renforcement des capacités locales et le développement de nouvelles formes de gouvernance collaborative. Cette recherche contribue à enrichir la compréhension des dynamiques territoriales de la transition énergétique et propose un

modèle conceptuel intégrant les dimensions stratégiques, économiques et territoriales de la résilience.

Mots-clés : Diversification économique, Maroc, Résilience territoriale, Stratégies d'acteurs, Transition énergétique

Abstract

In a context of climate change and growing energy challenges, energy transition represents a major issue for the construction of territorial resilience. Morocco, a regional pioneer in renewable energies, offers a privileged field of study to understand how the strategies of different actors contribute to strengthening the capacity for adaptation and transformation of territories. This qualitative research aims to identify and analyze the mechanisms by which the strategies of actors involved in the energy transition participate in the construction of territorial resilience through economic diversification. A nested multiple case study was conducted with 37 actors divided into three categories: strategic public actors (n=8), operational private actors (n=17), and local territorial actors (n=12). Data collected through semi-structured interviews and secondary documentation were analyzed via thematic content analysis assisted by NVivo 12. The results reveal the existence of differentiated but complementary strategies articulated around three main mechanisms: economic diversification, strengthening of local capacities, and the development of new forms of collaborative governance. This research contributes to enriching the understanding of territorial dynamics of energy transition and proposes a conceptual model integrating the strategic, economic, and territorial dimensions of resilience.

Keywords : Economic Diversification, Morocco, Territorial Resilience, Actor Strategies, Energy Transition

Introduction

La transition énergétique mondiale, accélérée par les impératifs climatiques et les objectifs de développement durable, redéfinit profondément les dynamiques territoriales et les stratégies de développement économique. Dans ce contexte de transformation structurelle, la question de la résilience territoriale devient centrale pour comprendre comment les territoires peuvent non seulement s'adapter aux changements, mais également en tirer parti pour renforcer leur capacité de développement à long terme (Walker et al., 2004). La résilience territoriale, définie comme la capacité d'un territoire à absorber les perturbations, à s'adapter aux changements et à se transformer de manière proactive (Folke, 2006), trouve dans la transition énergétique un terrain d'expression particulièrement riche et complexe.

Le Maroc s'est positionné comme un acteur pionnier de la transition énergétique en Afrique et dans la région méditerranéenne, avec des investissements massifs dans les énergies renouvelables qui dépassent les 20 milliards de dollars depuis 2009 (Ministère de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement, 2023). Cette stratégie volontariste, matérialisée notamment par la Stratégie Énergétique Nationale 2030 et les méga projets solaires de Ouarzazate et éoliens de Tarfaya, transforme progressivement le paysage énergétique national tout en générant des impacts territoriaux multiples et différenciés (MASEN, 2023). Ces transformations soulèvent des questions fondamentales sur les mécanismes par lesquels la transition énergétique peut contribuer à construire une résilience territoriale durable, particulièrement à travers les processus de diversification économique qu'elle induit.

La littérature scientifique sur la résilience territoriale s'est considérablement enrichie au cours de la dernière décennie, révélant la complexité conceptuelle et opérationnelle de cette notion (Martin & Sunley, 2015). Les travaux de Holling (1973) sur la résilience écologique ont inspiré de nombreuses recherches en sciences régionales et en géographie économique, conduisant à l'émergence de différentes approches théoriques. L'approche ingénierie privilégie la capacité de retour à l'équilibre après une perturbation (Pimm, 1984), tandis que l'approche écologique met l'accent sur la capacité d'adaptation et de transformation (Gunderson & Holling, 2002). Plus récemment, l'approche évolutive propose une vision dynamique de la résilience comme processus continu d'adaptation et d'innovation (Simmie

& Martin, 2010). Dans cette perspective évolutionniste, Boschma (2015) conceptualise la résilience régionale non seulement comme la capacité à absorber les chocs à court terme, mais surtout comme l'aptitude des régions à développer de nouvelles trajectoires de croissance à long terme, en soulignant le rôle déterminant de la variété reliée (related variety) et de la diversification industrielle. De même, Bristow et Healy (2014, 2018) ont mis en évidence, à partir de l'analyse de la crise économique européenne, que la résilience régionale dépend étroitement de la capacité des acteurs locaux à mobiliser leurs ressources endogènes et à reconfigurer leurs réseaux institutionnels. Ces contributions récentes enrichissent considérablement le cadre analytique en dépassant la simple notion de « rebond » pour intégrer les dynamiques de transformation structurelle des territoires.

Parallèlement, la recherche sur la transition énergétique a mis en évidence l'importance des dimensions territoriales et des jeux d'acteurs dans les processus de transformation énergétique (Bridge et al., 2013). Les travaux de Geels (2002) sur les transitions socio-techniques soulignent le rôle crucial des interactions entre les différents niveaux d'acteurs (niche, régime, paysage) dans les dynamiques de changement. Cette perspective multi-niveaux trouve un écho particulier dans l'analyse des stratégies d'acteurs impliqués dans la transition énergétique, qu'il s'agisse des acteurs publics définissant les politiques énergétiques, des acteurs privés investissant dans les technologies renouvelables, ou des acteurs territoriaux locaux participant à l'appropriation sociale des projets (Späth & Rohracher, 2010).

Cependant, malgré l'abondante littérature sur ces deux champs de recherche, peu d'études ont exploré de manière approfondie les liens entre les stratégies des acteurs de la transition énergétique et la construction de la résilience territoriale. Les recherches existantes se concentrent généralement soit sur les aspects techniques et économiques de la transition énergétique (Jacobsson & Johnson, 2000), soit sur les dimensions conceptuelles de la résilience territoriale (Davoudi et al., 2012), sans suffisamment analyser les mécanismes concrets par lesquels les stratégies d'acteurs contribuent à renforcer la capacité d'adaptation et de transformation des territoires. Comme le soulignent Coenen et al. (2012), la géographie des transitions durables reste insuffisamment théorisée, et les interactions entre les dynamiques de transition et les spécificités territoriales méritent une attention

accrue. Cette lacune est particulièrement problématique dans le contexte des pays en développement, où les enjeux de la transition énergétique s'articulent étroitement avec les défis du développement économique et de la réduction des inégalités territoriales (Bazilian et al., 2013). Le cas du Maroc illustre parfaitement cette problématique : comment les stratégies développées par les différents acteurs impliqués dans la transition énergétique contribuent-elles à construire une résilience territoriale durable ? Cette question centrale nécessite une approche méthodologique capable de saisir la complexité des interactions entre acteurs et la diversité des mécanismes de construction de la résilience.

D'un point de vue méthodologique, les recherches sur la résilience territoriale et la transition énergétique privilégient souvent des approches quantitatives basées sur des indicateurs agrégés (Pendall et al., 2010). Si ces approches permettent de mesurer certaines dimensions de la résilience, elles peinent à saisir les processus qualitatifs de construction de la résilience et les logiques d'action des acteurs. Une approche qualitative inductive apparaît donc nécessaire pour comprendre en profondeur les mécanismes par lesquels les stratégies d'acteurs participent à la construction de la résilience territoriale.

Cette recherche vise à combler ces lacunes en proposant une analyse qualitative approfondie des stratégies des acteurs impliqués dans la transition énergétique au Maroc et de leur contribution à la construction de la résilience territoriale. Plus spécifiquement, cette étude cherche à répondre à la problématique suivante : **Comment les stratégies des acteurs impliqués dans la transition énergétique au Maroc contribuent-elles à la construction de la résilience territoriale par la diversification économique ?**

Pour répondre à cette question, nous avons adopté une approche qualitative abductive basée sur une étude de cas multiples enchâssée. Cette approche, qui se distingue de l'induction pure par un aller-retour itératif entre les données empiriques et le cadre théorique (Dubois & Gadde, 2002), nous a permis de mener 37 entretiens semi-directifs auprès de trois catégories d'acteurs clés : les acteurs publics stratégiques impliqués dans la définition des politiques énergétiques, les acteurs privés opérationnels investissant dans les projets renouvelables, et les acteurs territoriaux locaux participant à l'appropriation sociale de la transition. L'analyse des données a été réalisée via une analyse de contenu thématique

assistée par le logiciel NVivo, permettant d'identifier les stratégies d'acteurs et les mécanismes de construction de la résilience territoriale.

Cet article s'organise autour de cinq parties principales. La première partie présente le cadre théorique et conceptuel mobilisé, en articulant les littératures sur la résilience territoriale, la transition énergétique et les stratégies d'acteurs. La deuxième partie détaille le cadre empirique et méthodologique de la recherche, en justifiant les choix méthodologiques et en présentant le processus de collecte et d'analyse des données. La troisième partie expose les résultats de l'analyse, en identifiant les stratégies d'acteurs et les mécanismes de construction de la résilience territoriale. La quatrième partie propose une discussion approfondie des résultats à la lumière de la littérature. Enfin, la conclusion synthétise les principaux apports de la recherche et propose des perspectives d'approfondissement.

1. Cadre théorique et conceptuel

1.1. La résilience territoriale : concepts et dimensions

Le concept de résilience territoriale, issu des sciences écologiques (Holling, 1973 ; Brand & Jax, 2007), s'est étendu aux sciences sociales et économiques, reconnaissant la complexité des systèmes territoriaux face aux perturbations. Une approche multidimensionnelle est nécessaire, intégrant aspects écologiques, économiques, sociaux et institutionnels. L'OCDE (2023) propose un cadre politique pour des politiques climatiques et de résilience efficaces via une ' approche territoriale '.

L'approche évolutive de la résilience territoriale (Pike et al., 2010) privilégie l'adaptation et la transformation. Boschma (2015) met en avant la diversification industrielle et la variété reliée pour de nouvelles trajectoires de croissance, soulignant la capacité à reconfigurer les structures économiques et institutionnelles (Hassink, 2010). (Attolico, 2014) soutient la planification territoriale comme outil de résilience.

Économiquement, la résilience territoriale est la capacité d'une économie régionale à se relever après un choc et à améliorer sa trajectoire de développement (Christopherson et al., 2010). Martin et Sunley (2015) distinguent résistance, récupération, réorientation et

renouvellement, la diversification économique étant clé (Gozgor et al., 2024). Dawley et al. (2010) et Crespo et al. (2014) soulignent l'importance de l'adaptation institutionnelle et des réseaux de connaissances.

Socialement, la résilience territoriale met l'accent sur le capital social, la cohésion communautaire et l'apprentissage collectif (Adger, 2000), perçue comme un processus social de négociation et de collaboration. Elle est pertinente pour l'acceptabilité sociale des projets de transition énergétique (Wüstenhagen et al., 2007) et (Avelino, F., & Wittmayer, J. M., 2016). Institutionnellement, la résilience est liée à la gouvernance territoriale, la coordination et l'apprentissage collectif (Ostrom, 2009). Hoppe et al. (2015) et Kuzemko et al. (2016) analysent la gouvernance de la transition énergétique.

1.2. Transition énergétique et développement territorial

La transition énergétique, passage d'un système fossile à un système renouvelable et efficace, est un processus complexe aux implications profondes pour le développement territorial (Verbong & Loorbach, 2012). Elle englobe des transformations économiques, sociales et institutionnelles. Le développement territorial, capacité à mobiliser des ressources pour le bien-être et la compétitivité (Sovacool, 2016), peut être propulsé par la transition énergétique, créant opportunités économiques, renforçant les capacités locales et stimulant l'innovation. Cependant, elle pose des défis (adaptation des infrastructures, gestion des conflits, répartition équitable des bénéfices). Coenen et al. (2012) et Rignall (2016) soulignent l'ancrage territorial spécifique des transitions et la reconfiguration des dynamiques locales par les méga-projets.

1.3. Stratégies d'acteurs et résilience territoriale

Les stratégies d'acteurs (publics, privés, territoriaux) sont centrales dans la construction de la résilience territoriale face à la transition énergétique (Mutani et al., 2021) et (Norris et al., 2008). Leurs interactions, complémentaires ou conflictuelles, conditionnent la trajectoire du territoire. Les acteurs publics élaborent les politiques et cadres réglementaires (Markard et al., 2012). Les acteurs privés, moteurs de l'innovation, recherchent rentabilité mais peuvent intégrer la RSE. Les acteurs territoriaux défendent les intérêts locaux et promeuvent la participation citoyenne. Une collaboration effective est essentielle pour une

résilience durable et l'exploitation des opportunités. Trois propositions de recherche guident notre étude :

- (P1) *Les stratégies des acteurs publics stratégiques contribuent à la construction de la résilience territoriale par la mise en place de cadres institutionnels et incitatifs favorisant la diversification économique des territoires d'accueil des projets énergétiques.*
- (P2) *Les stratégies des acteurs privés opérationnels renforcent la résilience territoriale par l'ancrage local de leurs activités, le développement de chaînes de valeur intégrées et le transfert de compétences technologiques.*
- (P3) *Les stratégies des acteurs territoriaux locaux participent à la construction de la résilience territoriale par la mobilisation des ressources endogènes, l'appropriation sociale des projets et le développement de formes de gouvernance collaborative.*

2. Cadre empirique et méthodologique

2.1. Justification de l'approche qualitative

Pour répondre à notre problématique, nous avons opté pour une approche qualitative abductive, itérative entre théorie et données (Dubois & Gadde, 2002 ; Timmermans & Tavory, 2012). Cette approche est justifiée par la complexité multidimensionnelle et dynamique de la résilience territoriale (Yin, 2018), nécessitant de saisir les nuances des stratégies d'acteurs et les logiques d'action (Creswell & Poth, 2018). Elle permet de prendre en compte le contexte spécifique marocain (Eisenhardt, 1989) et de combler les lacunes conceptuelles et empiriques de la littérature en favorisant l'émergence de nouveaux concepts (Glaser & Strauss, 2017 ; Temple & Young, 2004).

Nous avons mené une étude de cas multiples enchâssée, avec le Maroc comme unité d'analyse principale et les stratégies de différents groupes d'acteurs comme unités enchâssées (Yin, 2018). Ce choix offre une vision riche et triangulée, révélant convergences et divergences. Le Maroc est un terrain pertinent en raison de son rôle pionnier en transition énergétique et de sa stratégie ambitieuse (52% d'EN d'ici 2030),

avec une volonté d’ancrage territorial des retombées (Ministère de l’Énergie, des Mines et de l’Environnement, 2020 ; MASEN, 2022).

L’échantillonnage raisonné (Patton, 2015) a privilégié la pertinence et la diversité des points de vue, stratifié en trois catégories d’acteurs clés : publics stratégiques, privés opérationnels, et territoriaux locaux.

Tableau 1 : Caractéristiques détaillées de l’échantillon de recherche

Catégorie d'acteurs	Nombre (n)	Organisations représentées	Fonctions types	Régions couvertes	Durée moyenne
Acteurs publics stratégiques	8	MASEN, AMEE, IRESEN, Ministère de l’Énergie, ONEE, Régions	Directeurs, chefs de division, responsables de programmes	Rabat, Casablanca, Ouarzazate	85 min
Acteurs privés opérationnels	17	ACWA Power, EDF Renewables, Nareva Holding, Siemens Gamesa, développeurs locaux, bureaux d’études	Directeurs généraux, directeurs de projets, ingénieurs, responsables RSE	Casablanca, Ouarzazate, Tarfaya, Tanger, Midelt	70 min
Acteurs territoriaux locaux	12	Communes, associations locales, coopératives, universités régionales, chambres de commerce	Élus locaux, présidents d’associations, universitaires, représentants de coopératives	Ouarzazate, Casablanca, Midelt, Tanger, Errachidia	72 min
Total	37				75 min

Source : Auteurs

L’échantillon final de 37 entretiens a été constitué progressivement selon le principe de saturation théorique, c’est-à-dire jusqu’au point où les entretiens additionnels n’apportaient plus d’informations nouvelles significatives par rapport à nos propositions de recherche (Strauss & Corbin, 1998). Concrètement, la saturation a été évaluée de manière continue au cours du processus de collecte. Pour chaque catégorie d’acteurs, nous avons observé que les derniers entretiens réalisés (les 2 à 3 derniers par catégorie) ne généraient plus de

nouveaux codes lors du codage ouvert, confirmant ainsi l'atteinte de la saturation. Pour les acteurs publics stratégiques, la saturation a été constatée dès le 7^e entretien ; pour les acteurs privés opérationnels, à partir du 15^e entretien ; et pour les acteurs territoriaux locaux, à partir du 10^e entretien. Les entretiens supplémentaires ont néanmoins été conduits pour confirmer cette saturation et renforcer la robustesse des résultats (Guest et al., 2006). Cette approche itérative de constitution de l'échantillon est caractéristique de la recherche qualitative et garantit la richesse informationnelle nécessaire à l'analyse.

2.2. Collecte des données

La collecte des données s'est déroulée entre mars 2023 et septembre 2023 et a reposé sur deux sources complémentaires, ce qui a permis d'assurer une triangulation méthodologique et de renforcer la validité de nos résultats (Denzin, 2012). En effet, cette approche de triangulation est essentielle en recherche qualitative, car elle permet de croiser différentes sources d'information et de réduire les biais potentiels liés à une source unique de données.

D'une part, les entretiens semi-directifs constituent notre source de données primaires. Chaque entretien, d'une durée moyenne de 75 minutes (variant de 45 minutes à 2 heures selon la disponibilité et l'expertise des participants), a été mené sur la base d'un guide d'entretien flexible, organisé autour des thèmes de nos propositions de recherche. Plus précisément, le guide comprenait quatre sections principales : les stratégies développées par l'acteur et son organisation, les perceptions de la résilience territoriale et de ses enjeux, les interactions avec les autres types d'acteurs, ainsi que l'identification des freins et leviers de la transition énergétique territoriale. Grâce à cette flexibilité, il a été possible d'adapter les questions aux spécificités de chaque type d'acteur tout en maintenant une cohérence thématique nécessaire à l'analyse comparative. Tous les entretiens ont été enregistrés avec l'accord explicite des participants puis transcrits intégralement, formant ainsi un corpus riche de 847 pages.

D'autre part, afin de contextualiser et de corroborer les discours recueillis lors des entretiens, nous avons mobilisé un corpus substantiel de documents secondaires. Celui-ci inclut, entre autres, des rapports annuels d'entreprises et d'agences publiques, des communiqués de presse, des articles de la presse économique nationale et internationale,

des rapports d'impact environnemental et social, ainsi que des documents de planification stratégique. Ainsi, ce corpus de plus de 200 documents a été analysé de manière systématique, ce qui a permis d'identifier les convergences mais aussi les divergences par rapport aux données issues des entretiens.

2.3. Processus d'analyse des données

L'analyse des données textuelles a été réalisée au moyen d'une analyse de contenu thématique assistée par le logiciel NVivo (Bazeley & Jackson, 2013). Ce choix se justifie par la capacité du logiciel à traiter de grands volumes de données textuelles, à faciliter le codage et à permettre des analyses comparatives sophistiquées entre différents groupes d'acteurs. En outre, l'utilisation d'un logiciel d'analyse qualitative assistée par ordinateur (CAQDAS) contribue à renforcer la transparence et la reproductibilité du processus d'analyse. Le processus d'analyse a suivi les étapes recommandées par Miles, Huberman et Saldaña (2014) pour l'analyse de contenu thématique, en adoptant une approche itérative abductive qui alterne systématiquement entre l'émergence de catégories à partir des données et leur confrontation au cadre théorique initial (Dubois & Gadde, 2002). De cette manière, il a été possible de faire émerger des thèmes à partir des données tout en maintenant un lien solide avec le cadre théorique initial.

Dans un premier temps, la phase de familiarisation et de codage ouvert a consisté en une lecture approfondie et répétée des transcriptions d'entretiens. Le codage, réalisé ligne par ligne, a permis d'identifier l'ensemble des concepts émergents sans restriction préalable. À ce stade, plus de 150 codes initiaux ont été créés, incluant des codes *in vivo* (reprenant les termes exacts des participants) et des codes thématiques (synthétisant des idées récurrentes). Par exemple, des codes *in vivo* tels que « ancrage territorial » ou « effet d'entraînement » ont été identifiés, en parallèle de codes thématiques tels que « stratégies de localisation » ou « mécanismes de transfert de compétences ».

Dans un deuxième temps, les codes initiaux ont été regroupés en catégories plus larges et abstraites, en lien direct avec nos propositions de recherche. Ce codage axial a permis de constituer une arborescence hiérarchique plus structurée. Ainsi, les codes « sécurité d'approvisionnement », « indépendance énergétique » et « souveraineté énergétique » ont

été rassemblés dans la catégorie « Logiques de résilience nationale ». De même, les codes « création d'emplois locaux », « formation de la main-d'œuvre » et « développement de compétences » ont été regroupés sous la catégorie « Renforcement des capacités territoriales ». Au final, cette étape a réduit le nombre de codes à 45 catégories principales, organisées de manière hiérarchique.

Tableau 2 : Principales catégories thématiques

Thème principal	Catégorie (codage axial)	Exemples de codes ouverts	Fréquence (n entretiens)
Stratégies publiques	Planification intégrée	Vision 2030, mix électrique, territorialisation	8/8
	Incitations territoriales	Contenu local, conditionnalité, exonérations	7/8
	Développement des capacités	IRESEN, formation, R&D, transfert	6/8
Stratégies privées	Ancrage territorial	Localisation, présence durable, rayonnement	14/17
	Innovation adaptée	Adaptation locale, stockage, smart grid	12/17
	Chaînes de valeur locales	Sous-traitance, PME, co-entreprises	15/17
Stratégies territoriales	Appropriation sociale	Consultations, coopératives, adhésion	11/12
	Ressources endogènes	Foncier, savoir-faire, capital social	9/12
	Gouvernance collaborative	Comités, ateliers, chartes	10/12
Mécanismes de résilience	Diversification économique	Nouvelles filières, services, emplois	31/37
	Renforcement des capacités	Formation, compétences, capital humain	28/37
	Gouvernance collaborative	Partenariats, coordination, vision partagée	25/37

Source : Auteurs

Enfin, l'analyse thématique et le codage sélectif ont permis d'identifier les relations entre catégories et de dégager les thèmes centraux de l'étude. Pour ce faire, des requêtes matricielles ont été mobilisées afin de comparer systématiquement les discours des trois types d'acteurs sur des thèmes clés. À titre d'exemple, une requête portant sur le thème

« création d'emplois locaux » a révélé une convergence de vues sur l'importance de cet enjeu, mais également des divergences notables quant aux mécanismes privilégiés pour y parvenir. Ainsi, ce processus itératif a permis non seulement d'affiner notre modèle théorique initial, mais aussi de le complexifier pour aboutir au modèle conceptuel final présenté dans la discussion.

Tableau 3 : Processus d'analyse des données

Étape	Description	Outils utilisés	Résultats
Codage ouvert	Identification des concepts émergents	Codage ligne par ligne, codes in vivo	150+ codes initiaux
Codage axial	Regroupement en catégories	Arborescence hiérarchique	45 catégories principales
Codage sélectif	Relations entre catégories	Requêtes matricielles, comparaisons	Thèmes centraux et modèle final

Source : Auteurs

Pour garantir la validité et la fiabilité de notre analyse, plusieurs mesures de contrôle qualité ont été mises en place. D'abord, un double codage a été réalisé sur 20 % du corpus par un second chercheur, avec un taux d'accord inter-codeurs de 87 %, considéré comme satisfaisant selon les standards de la recherche qualitative (Campbell et al., 2013). Les désaccords, qui portaient principalement sur la délimitation des unités de codage et sur l'attribution de certains segments à des catégories proches (par exemple, « transfert de compétences » vs « formation professionnelle »), ont été résolus par discussion consensuelle entre les deux codeurs, conformément aux recommandations de Miles et al. (2014). Ensuite, des séances de validation des résultats ont été organisées avec un échantillon de participants (n=9, soit 3 par catégorie d'acteurs) lors de deux ateliers de restitution tenus en novembre 2023. Les participants ont confirmé la pertinence des catégories identifiées et ont suggéré des nuances mineures, notamment sur la temporalité des effets d'entraînement économique, qui ont été intégrées dans l'analyse finale. Enfin, la triangulation entre les données d'entretiens et les données documentaires a permis de corroborer les principaux résultats de l'analyse. Cette méthodologie rigoureuse nous a permis d'identifier les stratégies spécifiques développées par chaque type d'acteur, d'analyser leurs interactions et leurs effets synergiques, et de révéler les mécanismes par lesquels ces stratégies contribuent à la construction de la résilience territoriale. Les résultats de cette analyse sont présentés dans la section suivante.

3. Résultats

L'analyse des données collectées révèle l'existence de stratégies différenciées mais néanmoins complémentaires développées par les trois types d'acteurs étudiés. En d'autres termes, ces stratégies s'articulent autour de logiques d'action spécifiques tout en convergeant vers un objectif partagé : la construction de la résilience territoriale. Ainsi, les résultats de notre analyse mettent en lumière les mécanismes concrets par lesquels la transition énergétique contribue à renforcer la capacité d'adaptation et de transformation des territoires marocains.

Tableau 4 : Matrice de synthèse comparative des stratégies d'acteurs

Dimension stratégique	Acteurs publics stratégiques	Acteurs privés opérationnels	Acteurs territoriaux locaux
Logique d'action dominante	Planification intégrée et conditionnalité territoriale	Rentabilité avec ancrage local croissant	Appropriation sociale et défense des intérêts locaux
Contribution à la diversification	Création de cadres incitatifs, zones industrielles spécialisées	Implantation d'unités de production, chaînes de valeur locales	Projets pilotes, coopératives, valorisation des ressources endogènes
Contribution au renforcement des capacités	Instituts de formation (IRESEN), programmes universitaires	Formation professionnelle, transfert de savoir-faire	Mise en réseau, promotion des compétences locales
Contribution à la gouvernance	Cadres réglementaires, coordination multi-échelles	Partenariats public-privé, programmes RSE	Comités de pilotage, ateliers participatifs, chartes de partenariat
Convergences inter-acteurs	Importance de l'emploi local (unanimité)	Nécessité du contenu local (convergence)	Exigence de participation citoyenne (convergence)
Divergences inter-acteurs	Vision macro-stratégique descendante	Logique de marché et de compétitivité	Revendication d'une approche ascendante et endogène

Source : Auteurs

3.1. Stratégies des acteurs publics stratégiques

Les acteurs publics stratégiques développent des stratégies autour de trois axes principaux : (1) la planification énergétique intégrée et territorialisée, (2) la création d'un environnement incitatif pour l'investissement privé orienté vers le développement territorial, et (3) le développement des capacités nationales et territoriales. Ces axes reflètent une vision systémique de la transition énergétique qui dépasse les enjeux purement techniques pour intégrer les dimensions territoriales et socio-économiques.

Premièrement, la planification énergétique intégrée et territorialisée constitue un pilier central de l'action publique. Les acteurs publics ont développé une approche de planification énergétique qui intègre explicitement les enjeux de développement territorial. Comme l'explique un responsable de MASEN : « *Notre stratégie ne se limite pas à produire de l'électricité verte. Nous visons à créer de véritables écosystèmes énergétiques territoriaux qui génèrent des retombées économiques durables pour les régions d'accueil.* » Autrement dit, les projets énergétiques sont conçus non seulement comme des sources de production d'énergie, mais aussi comme de véritables leviers de développement territorial. Concrètement, cette approche se traduit par une attention particulière portée aux effets d'entraînement économique et à l'ancrage local des investissements. La Stratégie Énergétique Nationale 2030 illustre parfaitement cette logique intégrée. En effet, elle articule les objectifs énergétiques (52 % d'énergies renouvelables dans le mix électrique) avec des objectifs de développement industriel et territorial. À titre d'exemple, elle prévoit le développement d'écosystèmes industriels intégrés autour des projets énergétiques, la création de zones industrielles spécialisées, ainsi que la mise en place de programmes de formation adaptés aux besoins des filières énergétiques émergentes.

Deuxièmement, les acteurs publics ont mis en place un arsenal de mécanismes d'incitation et de soutien destinés à attirer l'investissement privé, tout en l'orientant vers des objectifs de développement territorial. Ces instruments comprennent notamment des tarifs d'achat garantis, des exonérations fiscales, des garanties publiques et diverses facilitations administratives. Comme le souligne un directeur de l'AMEE : « *Nos incitations ne sont pas neutres territorialement. Nous privilégions les projets qui s'engagent sur des critères de contenu local et de création d'emplois qualifiés.* » Un autre responsable du Ministère de l'Énergie précise : « *L'évolution des cahiers des charges est significative. Aujourd'hui, nous exigeons un minimum de 35 % de contenu local dans les appels d'offres, contre moins de 10 % il y a dix ans. C'est un changement de paradigme.* » Cette évolution est corroborée par l'analyse des documents de planification stratégique : le rapport d'activité 2022 de MASEN confirme que les critères de contenu local et de développement territorial représentent désormais 30 % de la notation dans les appels d'offres récents (MASEN,

2023). Ainsi, l'analyse montre que ces mécanismes évoluent progressivement d'une logique purement financière vers une logique de conditionnalité territoriale.

Troisièmement, le développement des capacités et de l'écosystème d'innovation constitue un autre levier stratégique majeur. Les acteurs publics investissent massivement dans le renforcement des compétences nationales et territoriales nécessaires à la transition énergétique. Cela se traduit par plusieurs initiatives : création d'instituts de formation spécialisés (notamment l'Institut de Recherche en Énergie Solaire et Énergies Nouvelles – IRESEN), développement de programmes universitaires dédiés, mise en place de centres de recherche et développement, et soutien à l'émergence d'un écosystème d'innovation énergétique. Comme l'explique un responsable de l'IRESEN : « *Notre mission dépasse la simple recherche. Nous visons à créer un écosystème d'innovation qui ancre durablement les compétences énergétiques au Maroc et qui rayonne sur l'ensemble de la région.* » Un directeur de programme au sein de l'ONEE ajoute : « *La formation est le maillon faible de la chaîne. Sans techniciens qualifiés localement, les retombées territoriales des projets restent limitées à la phase de construction. Notre enjeu est de pérenniser les compétences au-delà de la mise en service des installations.* » Dans cette optique, les partenariats avec des universités internationales, les programmes de bourses pour étudiants marocains et les initiatives de transfert de technologie apparaissent comme des instruments clés pour développer une expertise locale autonome et pérenne.

3.2. Stratégies des acteurs privés opérationnels

Les acteurs privés opérationnels développent des stratégies visant à optimiser la rentabilité de leurs investissements, tout en respectant les exigences de contenu local et de développement territorial imposées par les pouvoirs publics. En ce sens, ces stratégies traduisent une évolution significative des modèles d'affaires vers une plus grande intégration territoriale et une recherche de création de valeur partagée.

D'abord, les stratégies de localisation et d'ancrage territorial occupent une place centrale. Les développeurs énergétiques internationaux adoptent progressivement des stratégies de localisation qui dépassent les simples obligations réglementaires pour s'inscrire dans une logique de création de valeur à long terme. Comme l'explique un directeur d'ACWA

Power : « *Notre approche au Maroc ne se limite pas à construire et exploiter des centrales. Nous développons une présence industrielle durable qui nous permet de rayonner sur l'ensemble de la région Afrique.* » Concrètement, cette stratégie se traduit par l'implantation d'unités de production locales (assemblage de panneaux solaires, fabrication de composants éoliens), la création de centres de maintenance régionaux, ainsi que le développement de partenariats avec des entreprises locales. Par conséquent, cette localisation génère des effets d'entraînement significatifs sur l'économie locale, notamment en termes de création d'emplois et de développement de compétences. De plus, les entreprises privées s'engagent de plus en plus dans des programmes de formation professionnelle et de transfert de savoir-faire, contribuant ainsi au renforcement des capacités locales.

Ensuite, l'innovation technologique et l'adaptation aux contextes locaux constituent un autre levier stratégique essentiel. Les acteurs privés investissent dans la recherche et le développement afin d'adapter les technologies énergétiques aux spécificités du contexte marocain. Cela inclut l'optimisation des performances des centrales solaires et éoliennes en fonction des conditions climatiques locales, le développement de solutions de stockage d'énergie adaptées, et l'intégration de technologies numériques pour la gestion intelligente des réseaux. Comme le souligne un ingénieur d'EDF Renewables : « *L'innovation ne se limite pas à la technologie de pointe. Elle consiste aussi à adapter nos solutions aux réalités du terrain, aux contraintes locales et aux besoins spécifiques des communautés.* » Un responsable technique de Siemens Gamesa complète : « *À Tanger, nous avons développé un programme de formation de techniciens de maintenance éolienne en partenariat avec l'université locale. Ce n'était pas une obligation contractuelle, mais un investissement stratégique : disposer de compétences locales réduit nos coûts d'intervention et fidélise nos équipes.* » Ainsi, cette approche favorise l'émergence de solutions énergétiques plus résilientes et mieux adaptées aux besoins des territoires. Elle stimule également la création de nouvelles entreprises et de filières industrielles, contribuant de manière significative à la diversification économique. Par ailleurs, les partenariats entre entreprises privées, universités et centres de recherche locaux jouent un rôle clé dans ce processus d'innovation collaborative.

Enfin, le développement de chaînes de valeur intégrées et de partenariats locaux constitue un axe stratégique supplémentaire. Les acteurs privés cherchent à maximiser les retombées économiques locales en privilégiant les fournisseurs et sous-traitants nationaux, en développant des programmes de mentorat et de soutien aux PME, et en favorisant la création de co-entreprises avec des partenaires marocains. Comme le souligne un responsable de Nareva Holding : « *Nous sommes convaincus que la réussite de la transition énergétique passe par un ancrage fort dans le tissu économique local. C'est pourquoi nous privilégions les partenariats avec les entreprises marocaines et nous nous engageons à développer leurs capacités.* » En conséquence, ces stratégies renforcent la résilience territoriale en créant des emplois durables, en développant les compétences locales et en favorisant la croissance des PME, réduisant la dépendance aux importations et renforçant l'autonomie énergétique du pays.

3.3. Stratégies des acteurs territoriaux locaux

Les acteurs territoriaux locaux, bien que souvent moins visibles que les acteurs publics stratégiques ou les acteurs privés opérationnels, jouent un rôle essentiel dans la construction de la résilience territoriale. Leurs stratégies se concentrent sur l'appropriation sociale de la transition énergétique, la mobilisation des ressources locales et le développement de nouvelles formes de gouvernance collaborative.

En matière d'appropriation sociale et de participation citoyenne, les collectivités locales et les associations de la société civile développent des stratégies visant à impliquer les citoyens dans les projets énergétiques et à s'assurer que les bénéfices de la transition énergétique sont équitablement répartis. Un élu local explique : « *Il est crucial que les citoyens se sentent partie prenante de la transition énergétique. Sans leur adhésion, même les meilleurs projets risquent d'échouer.* » Un président de coopérative solaire précise : « *Nous avons créé notre coopérative avec 45 membres. Aujourd'hui, nous en comptons plus de 120. Les gens voient concrètement les bénéfices : réduction de la facture énergétique, revenus complémentaires, et surtout un sentiment de fierté d'être acteurs de la transition.* » Cette dynamique est confirmée par les rapports d'impact social de MASEN, qui documentent la création de plus de 15 coopératives énergétiques dans les zones

d'accueil des projets solaires depuis 2018 (MASÉN, 2023). Ces stratégies incluent l'organisation de consultations publiques, la mise en place de plateformes de dialogue, et le soutien aux projets énergétiques citoyens. L'appropriation sociale renforce la légitimité des projets, réduit les conflits potentiels et favorise l'émergence de solutions adaptées aux besoins locaux.

En ce qui concerne la mobilisation des ressources locales et la valorisation des atouts territoriaux, les acteurs territoriaux locaux cherchent à mobiliser les ressources spécifiques de leur territoire (foncier, compétences, capital social) pour développer des projets énergétiques adaptés et générer des retombées économiques locales. Un universitaire local souligne : *« Chaque territoire a ses propres atouts. Il s'agit de les identifier et de les valoriser pour construire une transition énergétique qui soit véritablement endogène. »* Un représentant de la Chambre de commerce ajoute : *« Avant le complexe Noor, notre économie reposait essentiellement sur le tourisme et l'agriculture. Aujourd'hui, nous voyons émerger un tissu de PME spécialisées dans la maintenance, la logistique et les services aux entreprises énergétiques. C'est le début d'une véritable diversification. »* Cette stratégie se traduit par la création de plateformes de mise en réseau des acteurs locaux, le développement de projets pilotes à petite échelle, et la promotion des savoir-faire locaux en matière d'énergies renouvelables.

Enfin, s'agissant du développement de la gouvernance collaborative et des partenariats multi-acteurs, les acteurs territoriaux locaux s'engagent dans des démarches de gouvernance collaborative qui impliquent l'ensemble des parties prenantes (acteurs publics, privés, société civile) dans la définition et la mise en œuvre des stratégies énergétiques. Un représentant d'une association environnementale explique : *« La transition énergétique est un défi collectif qui nécessite une collaboration étroite entre tous les acteurs. Nous devons dépasser les logiques sectorielles pour construire des solutions intégrées. »* Ces stratégies incluent la création de comités de pilotage multi-acteurs, l'organisation d'ateliers participatifs, et la signature de chartes de partenariat. La gouvernance collaborative renforce la capacité collective d'adaptation des territoires, facilite la résolution des conflits et favorise l'émergence de solutions innovantes.

Tableau 5 : Fréquence d'évocation des mécanismes de résilience par type d'acteur

Mécanisme de résilience	Acteurs publics (n=8)	Acteurs privés (n=17)	Acteurs territoriaux (n=12)	Convergence/Divergence
Diversification économique	87,5 % (7/8)	82,4 % (14/17)	83,3 % (10/12)	Forte convergence sur l'importance ; divergence sur les modalités
Renforcement des capacités	100 % (8/8)	70,6 % (12/17)	75,0 % (9/12)	Convergence modérée ; les publics y accordent plus d'importance
Gouvernance collaborative	62,5 % (5/8)	52,9 % (9/17)	91,7 % (11/12)	Divergence notable : priorité forte des territoriaux, moindre des privés

Source : Auteurs

Le nuage de mots présenté ci-dessous synthétise visuellement les concepts les plus fréquemment évoqués lors des entretiens menés avec les 37 acteurs interrogés. Cette représentation graphique met en évidence la centralité de certains termes dans les discours des participants. On observe notamment que les concepts de « résilience territoriale », « transition énergétique », « stratégies », « acteurs », « diversification économique » et « capacités » occupent une position dominante, confirmant leur importance dans la problématique étudiée.

Figure 1 : Nuage de mots des concepts clés

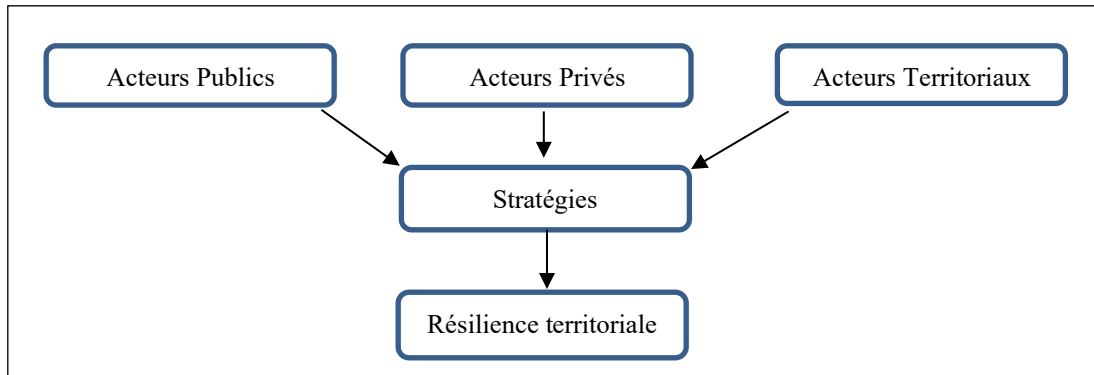


Source : Auteurs

Le modèle conceptuel présenté synthétise la thèse centrale de cet article. Il repose sur l'idée que les stratégies issues de l'interaction et des arbitrages entre acteurs publics, privés et territoriaux constituent le principal vecteur par lequel la transition énergétique se matérialise. En effet, lorsque ces stratégies sont alignées et coordonnées, elles activent simultanément les mécanismes de diversification économique, de renforcement des capacités et de gouvernance. L'effet combiné de ces mécanismes, à son tour, contribue à la construction d'une résilience territoriale durable. Il convient de noter que ce modèle n'est

pas linéaire mais dynamique, impliquant des boucles de rétroaction où l'état de la résilience influence en retour les stratégies futures des acteurs.

Figure 2 : Modèle conceptuel de la construction de la résilience territoriale



Source : Auteurs

4. Discussion

Les résultats présentés dans la section précédente appellent une discussion approfondie à la lumière de la littérature existante sur la résilience territoriale, la transition énergétique et les stratégies d'acteurs. Cette discussion s'organise autour de trois axes : la confrontation de nos résultats aux cadres théoriques mobilisés, l'analyse des contributions originales de notre recherche, et l'identification des limites et des pistes de recherche futures.

En premier lieu, nos résultats confirment et enrichissent la conceptualisation évolutive de la résilience économique régionale proposée par Martin et Sunley (2015). Les quatre dimensions identifiées par ces auteurs résistance, récupération, réorientation et renouvellement trouvent un écho empirique dans les stratégies observées au Maroc. La diversification économique induite par la transition énergétique relève principalement des dimensions de réorientation et de renouvellement, dans la mesure où elle implique une transformation structurelle de l'économie des territoires d'accueil. Toutefois, nos résultats suggèrent que, dans le contexte des pays en développement, ces dimensions ne se déploient pas de manière séquentielle mais plutôt simultanée, les territoires étant engagés dans un processus de construction de résilience qui ne part pas d'un état d'équilibre antérieur perturbé, mais d'une situation de vulnérabilité structurelle préexistante. Ce constat rejoint

les observations de Bristow et Healy (2018) sur la nécessité de contextualiser les trajectoires de résilience régionale.

En deuxième lieu, la perspective évolutionniste de Boschma (2015) s'avère particulièrement éclairante pour interpréter nos résultats. Le concept de variété reliée (related variety), qui postule que la diversification régionale est plus efficace lorsqu'elle s'appuie sur des compétences et des savoirs connexes, trouve une illustration concrète dans le cas marocain. Les stratégies de développement de chaînes de valeur intégrées observées chez les acteurs privés et les politiques de création d'écosystèmes industriels portées par les acteurs publics témoignent d'une logique de diversification reliée, où les nouvelles activités énergétiques s'articulent avec les compétences industrielles et techniques préexistantes. Cependant, nos résultats montrent également que cette diversification reliée est activement construite par les acteurs – à travers des programmes de formation, des partenariats et des incitations – plutôt que résultant d'un processus spontané de recombinaison des connaissances, ce qui nuance la perspective évolutionniste en soulignant le rôle de l'agencéité des acteurs (Dawley et al., 2010).

En troisième lieu, la perspective multi-niveaux de Geels (2002) offre un cadre pertinent pour comprendre les interactions entre les trois catégories d'acteurs identifiées. Les acteurs publics stratégiques opèrent principalement au niveau du 'paysage' (landscape) et du 'régime' (regime), en définissant les orientations macro-stratégiques et les cadres réglementaires. Les acteurs privés opérationnels agissent à l'interface entre le régime et les 'niches' d'innovation, en développant et en déployant les technologies renouvelables. Enfin, les acteurs territoriaux locaux se situent principalement au niveau des niches, en favorisant l'expérimentation et l'appropriation sociale des innovations. Nos résultats montrent que c'est la coordination entre ces trois niveaux qui génère les mécanismes de construction de la résilience territoriale, confirmant ainsi l'importance des interactions multi-niveaux soulignée par Markard et al. (2012).

Enfin, la divergence observée entre les acteurs concernant la gouvernance collaborative mérite une attention particulière. Le fait que les acteurs territoriaux locaux accordent une importance nettement plus élevée à la gouvernance collaborative (91,7 %) que les acteurs

privés (52,9 %) révèle une tension structurelle entre les logiques descendantes (top-down) des acteurs publics et privés et les aspirations ascendantes (bottom-up) des acteurs locaux. Cette tension, identifiée par Hoppe et al. (2015) dans d'autres contextes, constitue à la fois un défi et un levier pour la construction de la résilience territoriale : un défi, car elle peut générer des conflits et des blocages ; un levier, car sa résolution par des mécanismes de gouvernance adaptés peut renforcer la capacité collective d'adaptation du territoire.

Conclusion

Cette recherche a démontré que la transition énergétique au Maroc, loin de se limiter à un simple processus technique, constitue un véritable catalyseur pour la construction de la résilience territoriale. En effet, l'analyse des stratégies convergentes des acteurs publics, privés et locaux a permis d'identifier trois mécanismes clés : la diversification économique, le renforcement des capacités et la gouvernance collaborative qui sous-tendent cette dynamique. Ainsi, notre contribution se situe à double niveau : d'une part empirique, en offrant une analyse fine et contextualisée d'un cas pionnier dans les pays du Sud, et d'autre part théorique, en proposant un modèle conceptuel articulant les stratégies d'acteurs et les mécanismes de résilience.

Par ailleurs, nos résultats fournissent des pistes d'action concrètes. Pour les acteurs publics, il apparaît souhaitable de renforcer la conditionnalité territoriale des incitations, en dépassant le simple critère de contenu local pour intégrer des dimensions telles que la formation et l'innovation. De surcroît, l'institutionnalisation de comités de suivi territoriaux pérennes pour chaque projet majeur pourrait transformer la participation citoyenne en une véritable gouvernance partagée et renforcer l'appropriation locale des initiatives énergétiques. En ce qui concerne les acteurs privés, nos conclusions soulignent l'intérêt de considérer l'ancrage territorial non comme une contrainte, mais comme un investissement stratégique favorisant la sécurisation des opérations à long terme et le renforcement de la légitimité des entreprises.

Il convient toutefois de noter que, de par sa nature qualitative, cette étude ne vise pas une généralisation statistique, mais une transférabilité théorique. Ses limites ouvrent

néanmoins des perspectives de recherche prometteuses. Ainsi, une analyse quantitative pourrait permettre de mesurer l'impact effectif de la transition sur des indicateurs de résilience, tandis qu'une étude longitudinale offrirait l'opportunité de suivre l'évolution des territoires sur le long terme. Enfin, des études comparatives avec d'autres pays du Sud engagés dans des trajectoires similaires, tels que le Chili ou l'Afrique du Sud, seraient particulièrement fécondes pour distinguer les facteurs contextuels des mécanismes plus universels de construction de la résilience.

En définitive, appréhender la transition énergétique à travers le prisme de la résilience territoriale fournit un cadre analytique puissant, capable de guider la conception de politiques publiques intégrées et la formulation de stratégies d'investissement durables, transformant ainsi les défis énergétiques en opportunités concrètes de développement territorial.

Bibliographie

Adger, W. N. (2000). Social and ecological resilience: are they related? *Progress in Human Geography*, 24(3), 347-364.

Avelino, F., & Wittmayer, J. M. (2016). Shifting power relations in sustainability transitions: A multi-actor perspective. *Journal of Environmental Policy & Planning*, 18(5), 628-649.

Bazilian, M., Onyeji, I., Liebreich, M., MacGill, I., Chase, J., Shah, J., ... & Zhengrong, S. (2013). Re-considering the economics of photovoltaic power. *Renewable Energy*, 53, 329-338.

Bazeley, P., & Jackson, K. (2013). *Qualitative data analysis with NVivo*. Sage Publications.

Boschma, R. (2015). Towards an evolutionary perspective on regional resilience. *Regional Studies*, 49(5), 733-751.

Brand, F. S., & Jax, K. (2007). Focusing the meaning(s) of resilience: Resilience as a descriptive concept and a boundary object. *Ecology and Society*, 12(1), 23.

Bridge, G., Bouzarovski, S., Bradshaw, M., & Eyre, N. (2013). Geographies of energy transition: Space, place and the low-carbon economy. *Energy Policy*, 53, 331-340.

Bristow, G., & Healy, A. (2014). Regional resilience: An agency perspective. *Regional Studies*, 48(5), 923-935.

Bristow, G., & Healy, A. (Eds.). (2018). *Economic crisis and the resilience of regions: A European study*. Edward Elgar Publishing.

Campbell, J. L., Quincy, C., Osserman, J., & Pedersen, O. K. (2013). Coding in-depth semistructured interviews: Problems of unitization and intercoder reliability and agreement. *Sociological Methods & Research*, 42(3), 294-320.

Christopherson, S., Michie, J., & Tyler, P. (2010). Regional resilience: Theoretical and empirical perspectives. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3(1), 3-10.

Coenen, L., Benneworth, P., & Truffer, B. (2012). Toward a spatial perspective on sustainability transitions. *Research Policy*, 41(6), 968-979.

Crespo, J., Suire, R., & Vicente, J. (2014). Lock-in or lock-out? How structural properties of knowledge networks affect regional resilience. *Journal of Economic Geography*, 14(1), 199-219.

Creswell, J. W., & Poth, C. N. (2018). *Qualitative inquiry and research design: Choosing among five approaches* (4th ed.). Sage Publications.

Davoudi, S., Shaw, K., Haider, L. J., Quinlan, A. E., Peterson, G. D., Wilkinson, C., ... & Porter, L. (2012). Resilience: A bridging concept or a dead end? *Planning Theory & Practice*, 13(2), 299-333.

Dawley, S., Pike, A., & Tomaney, J. (2010). Towards the resilient region? *Local Economy*, 25(8), 650-667.

Denzin, N. K. (2012). Triangulation 2.0. *Journal of Mixed Methods Research*, 6(2), 80-88.

Dubois, A., & Gadde, L. E. (2002). Systematic combining: An abductive approach to case research. *Journal of Business Research*, 55(7), 553-560.

Eisenhardt, K. M. (1989). Building theories from case study research. *Academy of Management Review*, 14(4), 532-550.

Attolico, A. (2014). Building resilience through territorial planning: the experience of Province of Potenza. *Procedia Economics and Finance*, 18, 528-535.

Folke, C. (2006). Resilience: The emergence of a perspective for social-ecological systems analyses. *Global Environmental Change*, 16(3), 253-267.

Geels, F. W. (2002). Technological transitions as evolutionary reconfiguration processes: A multi-level perspective and a case-study. *Research Policy*, 31(8-9), 1257-1274.

Glaser, B., & Strauss, A. (2017). *Discovery of grounded theory: Strategies for qualitative research*. Routledge.

Gozgor, G., & Can, M. (2024). Economic diversification and sustainable growth: A systematic literature review and bibliometric analysis. *Environment, Development and Sustainability*, 1-32.

Gozgor, G., Mahalik, M. K., & Padhan, H. (2024). How does energy resource diversification affect economic development? *Energy Policy*, 184, 113899.

Guest, G., Bunce, A., & Johnson, L. (2006). How many interviews are enough? An experiment with data saturation and variability. *Field Methods*, 18(1), 59-82.

Gunderson, L. H., & Holling, C. S. (2002). *Panarchy: Understanding transformations in human and natural systems*. Island Press.

Hassink, R. (2010). Regional resilience: A promising concept to explain differences in regional economic adaptability? *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3(1), 45-58.

Holling, C. S. (1973). Resilience and stability of ecological systems. *Annual Review of Ecology and Systematics*, 4(1), 1-23.

Hoppe, T., Graf, A., Warbroek, B., Lammers, I., & Lepping, I. (2015). Local governments supporting local energy initiatives: Lessons from the best practices of Saerbeck (Germany) and Lochem (The Netherlands). *Sustainability*, 7(2), 1900-1931.

Jacobsson, S., & Johnson, A. (2000). The diffusion of renewable energy technology: An analytical framework and key issues for research. *Energy Policy*, 28(9), 625-640.

Kuzemko, C., Lockwood, M., Mitchell, C., & Hoggett, R. (2016). Governing for sustainable energy system change: Politics, contexts and contingency. *Energy Research & Social Science*, 12, 96-105.

Markard, J., Raven, R., & Truffer, B. (2012). Sustainability transitions: An emerging field of research and its prospects. *Research Policy*, 41(6), 955-967.

Martin, R., & Sunley, P. (2015). On the notion of regional economic resilience: Conceptualization and explanation. *Journal of Economic Geography*, 15(1), 1-42.

MASEN. (2022). Rapport d'activité 2021 : Accélérer la transition énergétique. Agence Marocaine pour l'Énergie Durable.

MASEN. (2023). Rapport d'activité 2022 : Vers une économie verte et inclusive. Agence Marocaine pour l'Énergie Durable.

Miles, M. B., Huberman, A. M., & Saldaña, J. (2014). *Qualitative data analysis: A methods sourcebook* (3rd ed.). Sage Publications.

Ministère de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement. (2020). *Stratégie Énergétique Nationale 2030 : Bilan et perspectives*. Direction de l'Observation, de la Coopération et de la Communication.

Ministère de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement. (2023). *Bilan énergétique national 2022*. Direction de l'Observation, de la Coopération et de la Communication.

Mutani, G., Santantonio, S., Brunetta, G., & Demichelis, M. (2021). An energy community for territorial resilience: Measurement of the risk of an energy supply blackout. *Energy and Buildings*, 240, 110906.

Norris, F. H., Stevens, S. P., Pfefferbaum, B., Wyche, K. F., & Pfefferbaum, R. L. (2008). Community resilience as a metaphor, theory, set of capacities, and strategy for disaster readiness. *American Journal of Community Psychology*, 41(1-2), 127-150.

OCDE. (2023). *A Territorial Approach to Climate Action and Resilience*. OECD Publishing.

Ostrom, E. (2009). A general framework for analyzing sustainability of social-ecological systems. *Science*, 325(5939), 419-422.

Patton, M. Q. (2015). *Qualitative research and evaluation methods* (4th ed.). Sage Publications.

Pendall, R., Foster, K. A., & Cowell, M. (2010). Resilience and regions: Building understanding of the metaphor. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3(1), 71-84.

Pike, A., Dawley, S., & Tomaney, J. (2010). Resilience, adaptation and adaptability. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3(1), 59-70.

Pimm, S. L. (1984). The complexity and stability of ecosystems. *Nature*, 307(5949), 321-326.

Rignall, K. E. (2016). Solar power, state power, and the politics of energy transition in pre-Saharan Morocco. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 48(3), 540-557.

Simmie, J., & Martin, R. (2010). The economic resilience of regions: Towards an evolutionary approach. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3(1), 27-43.

Sovacool, B. K. (2016). How long will it take? Conceptualizing the temporal dynamics of energy transitions. *Energy Research & Social Science*, 13, 202-215.

Späth, P., & Rohrer, H. (2010). 'Energy regions': The transformative power of regional discourses on socio-technical futures. *Research Policy*, 39(4), 449-458.

Strauss, A., & Corbin, J. (1998). *Basics of qualitative research: Techniques and procedures for developing grounded theory* (2nd ed.). Sage Publications.

Temple, B., & Young, A. (2004). Qualitative research and translation dilemmas. *Qualitative Research*, 4(2), 161-178.

Timmermans, S., & Tavory, I. (2012). Theory construction in qualitative research: From grounded theory to abductive analysis. *Sociological Theory*, 30(3), 167-186.

Verbong, G., & Loorbach, D. (2012). *Governing the energy transition: Reality, illusion or necessity?* Routledge.

Walker, B., Holling, C. S., Carpenter, S. R., & Kinzig, A. (2004). Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems. *Ecology and Society*, 9(2), 5.

Wüstenhagen, R., Wolsink, M., & Bürer, M. J. (2007). Social acceptance of renewable energy innovation: An introduction to the concept. *Energy Policy*, 35(5), 2683-2691.

Yin, R. K. (2018). *Case study research and applications: Design and methods* (6th ed.). Sage Publications.